



SYNDICAT MIXTE A LA CARTE DU HAUT VAL DE SEVRE ET SUD GATINE

MARCHE DE REPRISE DES DECHETS VERTS

**Date limite de réception des offres
Le 19 octobre 2015 à 12h00**

2 - Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la reprise des déchets verts bruts issus des déchetteries du territoire ainsi que les biodéchets collectés en porte à porte et acheminés par les moyens du SMC jusqu'au site du prestataire.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il est prévu deux lots quantitatifs et géographiques :

Lot n°1 : Reprise des déchets verts et biodéchets secteur 1 - 1500 tonnes

Lot n°2 : Reprise des déchets verts et biodéchets secteur 2 - 4500 tonnes

Le secteur 2 correspond aux déchetteries proches du siège social du SMC et le secteur 1 aux déchetteries les plus éloignées.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'Acte d'Engagement (A.E.);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales fournitures et services (CCAG-FCS) document non fournit.

Article 3 : Modalités d'exécution

L'acte prescrivant le commencement d'exécution des prestations est la notification du marché valant ordre de service.

Le marché s'exécute ensuite par l'apport des déchets verts, selon les modalités fixées par le CCTP.

Article 4 : Garanties financières

Aucune clause de garanties financières ne sera appliquée.

Article 5 : Avances

Il est fait application des articles 87 et 88 du code des marchés publics.

Conformément aux dispositions de l'article 89 du CMP, une garantie à première demande est exigée pour tout versement de l'avance. Une caution personnelle et solidaire peut lui être substituée.

Article 6 : Modalités de règlement des comptes

6.1 - Présentation des demandes de paiements

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique. Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
- le numéro du marché et du lot
- le montant hors taxe
- le taux et le montant de la TVA
- la date de facturation

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Monsieur le Président
SMC
BP 10023
79403 Saint Maixent l'école

6.2 - Mode de règlement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées par virement administratif dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

6-3-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 98 du Code des marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Article 7 : Droit et Langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 8 : Contrôle et visite des équipements

Le contrôle du présent marché sera assuré par le SMC, ou par toute personne, société ou administration, dûment habilitée par celui-ci.

Dans tous les cas, le personnel de contrôle aura libre accès aux ouvrages, matériels et bâtiments dépendant de l'exploitation. Il pourra prendre connaissance de tous les documents techniques et comptables nécessaires à l'exécution de sa mission (en particulier les procédures et modes opératoires applicables sur les lieux de regroupement).

Il assurera la vérification des comptes de l'exploitation et mémoires présentés par l'entrepreneur pour le règlement du service correspondant.

Les visites de contrôle par le SMC, ou son mandataire ou tout autre organisme, pourront se faire sans rendez-vous.

Lu et approuvé
(Signature)